



RENTREE BUDGETAIRE 2011

PREVISIONS DE RECETTES FISCALES 2011 ET DISPOSITIONS D'ACCOMPAGNEMENT (26 AVRIL AU 31 DECEMBRE)

Introduction

I- Contexte et hypothèses d'élaboration des prévisions

II- Prévisions de recettes fiscales

III- Réformes et mesures d'accompagnement

conclusion

INTRODUCTION

L'élaboration des prévisions de recettes fiscales, dans le contexte actuel de sortie de crise post-électorale, est un exercice délicat en raison de l'impact, à ce jour, difficilement chiffrable de cette crise.

Dans ce contexte particulier, les prévisions de recettes fiscales doivent être perçues comme des objectifs de recettes à mobiliser, ce qui implique un engagement plus volontariste de tous les acteurs.

La fixation de ces objectifs prend en compte trois éléments :

- les contraintes liées à l'environnement dans lequel évolue notre Administration ;
- les hypothèses de fixation des objectifs de recettes fiscales ;
- les réformes et les mesures d'accompagnement.

a) Contexte

Il est notamment marqué par :

- la destruction totale ou partielle des installations professionnelles des Administrations publiques et privées ;
- la destruction des biens des personnes physiques et de l'outil de production des entreprises.

a) Contexte (suite)

Plus particulièrement, au niveau de la DGI, d'importants dommages ont été enregistrés. Il est noté entre autres :

- au plan humain :
 - 3 agents tués ;
 - des chocs moraux et psychologiques subis à divers degrés par tous les agents.
- au plan matériel :
 - des centres d'impôts entièrement ou partiellement saccagés (Adjamé, Abobo, Yopougon, Ayaman, Koumassi, Cocody, Plateau, etc.) ;
 - **1 200** micro-ordinateurs et **700** imprimantes détruits ou emportés ;
 - **120** véhicules administratifs volés ou endommagés.

b) Hypothèses d'élaboration des prévisions de recettes fiscales

La méthodologie d'élaboration des prévisions de recettes fiscales se fonde sur les facteurs principaux suivants :

- le niveau des réalisations de l'année 2010 : **1 007 mds.**
- le taux de croissance réelle du PIB en 2011 : **-6,3%** (DGE) ;
- la reprise progressive de l'activité économique ;
- l'évolution des facteurs qui influent directement sur chaque impôt et taxe (assiette de l'impôt) ;
- l'impact budgétaire des mesures nouvelles prévues par l'annexe fiscale 2011. coût global **32,4 mds.**

Parmi les mesures adoptées par le gouvernement, il y a lieu de citer entre autres :

- la suspension du paiement de la vignette pour tous les assujettis ;
- la suspension du paiement de la patente transport ;
- la réduction de **50%** de la patente commerciale pour toutes les entreprises;
- la réduction de **25%** de l'impôt foncier dû au titre de l'année 2011 lors du règlement avant le 31/12/2011 ;
- la réduction de **25%** de l'impôt synthétique pour soutenir les petits commerçants et artisans.

I- CONTEXTE ET HYPOTHESES D'ELABORATION DES PREVISIONS DE RECETTES FISCALES



- l'annulation des arriérés d'impôts des entreprises entièrement détruites ;
- l'annulation de l'impôt foncier au titre de l'année 2011, pour les contribuables dont les immeubles ont subi des dommages ou destructions du fait de la crise postélectorale, d'un montant égal à au moins 500 000 francs pour les habitations et 5 000 000 de francs pour les entreprises.

En direction des grandes entreprises exportatrices, une mesure importante a été adoptée dont l'objectif est d'accroître leur compétitivité et lutter contre l'accroissement permanent de leurs crédits de TVA.

Cette mesure consiste à autoriser des entreprises qui exportent au moins 30% de leur chiffre d'affaires, à effectuer en franchise de TVA, tous leurs achats de biens d'équipement et cela jusqu'au 31 décembre 2012.

Les entreprises des secteurs visés sont :

- les secteurs de transformation du café, du cacao, de l'hévéa, du palmier à huile et de la banane (avant 2011) ;
- les secteurs du coton, de l'ananas, de l'industrie du textile et des emballages métalliques ou en carton (à compter 2011).

I- CONTEXTE ET HYPOTHESES D'ELABORATION DES PREVISIONS DE RECETTES FISCALES



Au total, des mesures fortes ont été prises pour soutenir le secteur privé et relancer subséquemment l'activité économique.

Dans ce contexte particulier, quels sont les objectifs assignés à la DGI en terme de mobilisation de recettes fiscales ?

Prévisions de recettes brutes 733,5 mds : 26 avril au 31 décembre 2011

a) Tableau des données détaillées

IMPÔTS ET TAXES	Montants en milliards de FCFA		
	Prévisions en terme brut	Prévisions en terme TOFE	Prévisions en terme budget
TOTAL DGI	733,5	688,3	664,2
Impôts directs	422,2	410,6	410,6
Impôts sur bénéfice	269,0	267,8	267,8
<i>dont - Impôt Bic hors pétrole-gaz</i>	<i>106,1</i>	<i>106,1</i>	<i>106,1</i>
- <i>Impôt Bic pétrole-gaz</i>	<i>156,9</i>	<i>156,9</i>	<i>156,9</i>
- <i>Impôt synthétique</i>	<i>2,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>
- <i>Prélèvement AIRSI</i>	<i>3,6</i>	<i>3,6</i>	<i>3,6</i>
Impôts sur revenus et salaires	107,3	107,3	107,3
Impôt foncier	13,1	2,6	2,6
IRVM/IRC	21,6	21,6	21,6
Autres impôts directs	11,2	11,2	11,2
Impôts indirects	311,3	277,8	253,6
TVA	90,6	77,7	71,7
TOB	11,3	11,3	11,3
Taxes sur boissons et tabacs	7,9	7,9	7,9
Droits d'enregistrements et de timbres	82,5	82,5	82,5
<i>dont enregistrement café et cacao</i>	<i>70,7</i>	<i>70,7</i>	<i>70,7</i>
Patentes et Licences	12,1	2,5	2,5
Taxes d'exploitation pétrole-gaz	67,2	67,2	67,2
Accises et autres taxes indirectes	24,4	13,5	10,4
Taxes affectées	15,2	15,1	0,0



b) Fixation des objectifs par nature d'impôts

- ❖ Impôt BIC hors pétrole-gaz : le niveau de **106 mds** a été fixé sur la base des estimations des résultats des entreprises à fin 2010 ;
- ❖ Impôt BIC pétrole-gaz : le montant attendu (**157 mds**) se fonde sur les projections de production de pétrole brut et du gaz communiquées par la PETROCI ;
- ❖ l'impôt synthétique et l'impôt foncier : les niveaux projetés sont nets de l'abattement des **25%** prévu par l'annexe fiscale 2011 ;
- ❖ TVA (**90 mds**) : au regard de la situation sécuritaire qui se normalise progressivement, l'hypothèse est faite que la consommation des ménages va augmenter et les entreprises vont entreprendre des investissements, toutes choses qui concourent à améliorer le niveau de la TVA et justifient le montant de 90 mds ;

II- LES PREVISIONS DE RECETTES FISCALES



- ❖ ITS (**107 mds**) : avec la reprise progressive de l'activité économique, les employés mis en chômage technique ou licenciés pour cause de crise post-électorale devraient retrouver leurs emplois. La normalisation devrait également favoriser le retour des entreprises délocalisées et la création de nouvelles entités, entraînant ainsi un accroissement de la masse salariale. Ces facteurs justifient le niveau attendu de **107 mds** en matière d'impôts sur les salaires ;
- ❖ Droits d'enregistrement café-cacao (**70,7 mds**) : ce montant prend en compte les droits sur les stocks de cacao et café non exportés pour cause d'embargo et les récoltes attendues de ces deux produits sur la période de mai à décembre.

c) Lien entre les recettes brutes, TOFE et budget

L'application des principes et règles budgétaires commande que les prévisions de recettes de la DGI soient retracés en terme brut, TOFE et budget.

- ❖ Prévisions de recettes brutes : **733,5 mds** ;
- ❖ Prévisions de recettes en terme TOFE : **688,3 mds** ;

Elles s'obtiennent par la déduction :

- des remboursements des crédits de TVA : **12,9 mds** ;
- des transferts aux collectivités territoriales : **32,3 mds.**

❖ Prévisions de recettes en terme Budget : **664,2 mds.**

Par rapport aux recettes du TOFE, les prévisions de recettes en terme budget s'obtiennent par la déduction :

- de la TVA reversée au secteur de l'électricité : **6 mds** ;
- des transferts aux structures spécialisées (FDFP, RTI, sport etc.) : **15,1 mds** ;
- des Taxes et revenus du domaine : **3 mds.**



Les résultats enregistrés au cours des trois derniers mois et les tendances des impôts leaders notamment, l'impôt BIC, les ITS, la TVA, l'IRVM et l'impôt foncier, indiquent que la DGI pourrait réaliser les objectifs de recettes brutes de **733,5 mds**, soit **664,2 mds** en terme **budget**.

Pour parvenir à ce résultat, un certain nombre de dispositions ont été prises.



a) La remise à niveau des services

❖ La reprise du travail :

- **2 630** agents sur un effectif de **2 633** ont repris le travail, soit **99,9%** de taux de présence (**au 28/07/2011**) ;

- le suivi psychologique des agents ayant subi de graves chocs moraux et qui se traduit par des séances d'écoute et des visites à domicile ;

- la sensibilisation et la remobilisation des agents à travers la tenue de réunions et l'organisation de séminaires (exple de thème de séminaire déjà organisé : quel agent nouveau de la DGI à l'épreuve de la bonne gouvernance) ;

❖ La réhabilitation des locaux :

le taux de réhabilitation des locaux détruits est d'environ 30%. Il est important de relever que sur l'ensemble du territoire national des dispositions ont été prises par la DGI afin de permettre à ses services d'être opérationnels avec un minimum de rééquipement ;



a) La remise à niveau des services (suite)

❖ Le rééquipement des services :

- les matériels informatiques : **880** micro-ordinateurs (**73%**) et **211** imprimantes (**30%**) sont déjà livrés ;
- les véhicules : **61** livrés sur **155** attendus, soit **51%**.

Ce rééquipement en cours des services n'a été possible que grâce à l'appui inestimable de monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances.

❖ Le redéploiement de l'Administration fiscale sur l'ensemble du territoire national notamment dans les zones ex-CNO est achevé.

trois (3) directions régionales (Bouaké, Korhogo et Man) avec un effectif global de **41** agents connaissent un début de fonctionnement.



b) Les réformes organisationnelles engagées

- ❖ La poursuite de la politique de décentralisation pour se rapprocher davantage des clients. Elle se traduit par :
 - la création de **2** nouvelles directions régionales à Abidjan et de **2** autres DR à l'intérieur du pays ;
 - la création de 8 recettes principales ;
 - l'ouverture d'une dizaine de Centres des Impôts (CDI) à Abidjan et à l'intérieur ;
 - la création de services d'assiette et de recette d'impôts fonciers en vue d'optimiser le rendement de cet impôt.
- ❖ La mise en œuvre effective de la démarche qualité en vue de mieux prendre en compte les préoccupations et attentes des clients (contribuables) de la DGI.

Au terme de cette communication, que peut-on ou que doit-on retenir ?

CONCLUSION



Au regard des efforts importants déployés par le gouvernement pour ramener le niveau sécuritaire à la normale, pour financer les travaux de réhabilitation et de rééquipement des services fiscaux d'une part, et d'autre part, de la reprise progressive des activités, l'objectif de **733,5 mds** de recettes brutes est réalisable.

En tout état de cause, la forte mobilisation de l'ensemble du personnel pour l'accomplissement de sa mission fiscale nous permet d'affirmer que la DGI joue et jouera pleinement sa partition dans l'exécution du programme gouvernemental dénommé : **vivre ensemble**.

Je vous remercie pour
votre attention soutenue

Pascal K. ABINAN